



VILLE DE VILLEJUIF
DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE - ARRONDISSEMENT DE L'HAY-LES-ROSES

ARRETE DU MAIRE

OBJET : ARRÊTÉ PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET DE REPRESENTATION TEMPORAIRE A MADAME NADIA REKRIS A LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE MAIRE DE VILLEJUIF,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2, L. 2122-18 et L. 2122-25,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R*. 143-23, R*. 143-45 et R*. 143-46,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015/2512 modifié du 11 août 2015 créant les commissions communales de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et fixant leur composition et leurs attributions,

CONSIDÉRANT que la commission communale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique est présidée par le Maire, ou par son représentant,

CONSIDÉRANT qu'en égard à l'ampleur de ses fonctions, le Maire, s'il est dans l'impossibilité de présider ladite commission, a la possibilité de s'y faire représenter par un adjoint ou un conseiller municipal, qu'à ce titre il a désigné Madame Maritza MUNOZ pour le représenter,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : En l'absence de Madame Maritza MUNOZ, désigne Madame Nadia REKRIS, conseillère municipale déléguée, pour représenter le Maire et présider la commission communale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 5 mars 2024.

Article 2 : Sous ma surveillance et ma responsabilité, il est donné délégation de signature temporaire à Madame Nadia REKRIS, conseillère municipale déléguée, pour tous les actes en lien avec la commission à laquelle il aura participé.

Article 3 : La signature des actes et pièces relatifs aux domaines mentionnés dans l'article 2 du présent arrêté devra respecter le formalisme suivant :

**Pour le Maire et par délégation,
Nadia REKRIS
Conseillère municipale déléguée,
Présidente de la Commission Communale de Sécurité**

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun – sis 43 rue du Général de Gaulle 77008 MELUN cedex – dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

Fait à Villejuif, le

04 MARS 2024


GARZON
Maire
Départemental du
Val-de-Marne

